POUR UNE STRATÉGIE D'INTÉGRATION DES LANGUES IVOIRIENNES DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF

Konan STANISLAS KOUASSI

Université Peleforo Gon

Coulibaly-Korhogo (Côte d'Ivoire)

stanislas1980konan@gmail.com

Résumé

Ce texte analyse les textes réglementaires qui régissent l'administration décentralisée. Il propose de confier la gestion de l'école aux régions présentant une unité linguistique et sont dotées d'une autonomie financière. Ainsi, les centres de formation et d'aptitude pédagogique doivent être placés sous leur tutelle en vue de régler de façon durable la question du choix des langues.

Mots clés : Côte d'Ivoire, décentralisation, langues, promotion, système éducatif

Abstract

This text analyses the regulatory texts governing decentralised administration. It proposes that the management of the school should be entrusted to regions with linguistic unity and financial autonomy. Thus, the training and pedagogical aptitude centres must be placed under their supervision in order to settle the question of language choice in a sustainable manner.

Keywords : Côte d'Ivoire, decentralization, languages, promotion, education system

Le système éducatif ivoirien connaît de nombreuses difficultés qui ont amené les décideurs à initier des réformes pédagogiques et à adopter des lois éducatives. L'objectif poursuivi est celui d'optimiser la performance du système éducatif. Ainsi, le pays est successivement passé de l'enseignement traditionnel hérité de la colonisation (1882-1963) aux approches par compétences depuis l'année scolaire 2002-2003 (Formation Par Compétence et Approche Par Compétences) en passant par l'enseignement rénové (de 1963 à 1970), le Programme d'Éducation Télévisuelle (de 1971 à 1982) et les programmes de souveraineté (1982-2002). Le pays a également adopté les lois éducatives n°77-584 du 18 août 1977 portant réforme de l'enseignement, n°95-696 du 7 septembre 1995 relative à l'enseignement et n°2015-635 du 17 septembre 2015 instituant l'école obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans. En dépit de ces engagements, les taux de scolarisation et d'achèvement reste relativement faibles. Le rapport publié, en 2011, par la Banque Mondiale, l'État de Côte d'Ivoire et l'Initiative Fast Track, a montré que seulement 33% des élèves inscrits dans le cycle primaire ont accès au secondaire, 25% parviennent en classe de 3^e, 13%

atteignent la classe de seconde et 10% accèdent à la classe de terminale ; et que l'espérance de vie scolaire est de 5,5 ans.

Face à cet état de fait constaté quelques décennies plus tôt, les chercheurs ivoiriens, s'appuyant sur les résultats d'études effectuées dans divers pays du monde ayant montré que l'utilisation des langues primaires des élèves, au moins pendant les premières années de l'enseignement, facilitait considérablement l'apprentissage, ont initié diverses expériences. Il s'agit de projets de préscolarisation en langues nationales d'enfants de 5 à 7 ans, fruit de la collaboration entre l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA), l'Institut de Recherches Mathématiques (l'IRMA), l'institut de de biologie et celui de pharmacie. Au cours de ces projets les langues maternelles ou premières servent de médium d'enseignement jusqu'à la fin du CP2. C'est à partir de la classe de CE1 que le français parlé puis écrit est progressivement introduit comme matière d'enseignement jusqu'à la fin du CE1 pour finalement devenir la langue d'enseignement à partir du CE2.

Au terme de ces expériences qui se sont avérées très efficaces, il a été prouvé que l'enfant de 4 à 6 ans est plus enclin à bien s'exprimer et à mieux raisonner dans la langue de son environnement. (Kouassi, 2015). Ainsi, dès la rentrée scolaire 2001 / 2002, les autorités ivoiriennes ont mis en place le « Projet École Intégrée » (PEI). L'objectif poursuivi était d'enraciner l'école dans la communauté où elle est implantée et de mettre en place une école intégrée dans les richesses culturelles et linguistiques de son environnement immédiat. Toutefois, la phase pilote de projet ouvert à 10 langues et mise en œuvre dans 10 villages qui devait durer 7 ans se poursuit alors que le maintien du français comme unique médium d'enseignement constitue l'une des principales causes de cet échec.

À ce sujet, le Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) créé en 1991 dans l'optique d'aider à l'élaboration et au suivi des politiques éducatives a montré, dans son rapport de 2012, que seulement 22% des élèves en 2^e année et 22,3% des élèves en 5^e année vivent dans une famille où le français est régulièrement parlé. Pourtant, les langues locales, par ailleurs, les langues premières des élèves du milieu rural sont toujours maintenues en marge du système éducatif alors qu'il est prouvé que leur utilisation dans le système éducatif officiel est un facteur de succès des apprentissages. Cela contrairement au système éducatif axé sur un monolinguisme de principe dont les résultats sont peu reluisants. En effet, selon le rapport 2019 du programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC), 66,9% des élèves de Côte d'Ivoire ne disposent pas des compétences leur permettant de poursuivre sans difficultés leurs apprentissages. En plus, 59,5% des élèves du pays ne manifestent pas les compétences suffisantes de lecture. Au niveau des mathématiques, le PASEC 2019 relève que 42,1% des élèves connaissent de très grandes difficultés en mathématiques pouvant les exposer au décrochage scolaire. Cette situation tient au fait que les écoliers débutent leur scolarisation sans aucune référence à leur langue maternelle et que le contenu de l'enseignement ne correspond pas aux réalités socioculturelles des élèves.

Le système éducatif n'est donc pas performant quoique le pays a fait de ce secteur l'une de ses priorités en lui accordant une part importante de son budget. Cette part des dépenses publiques de l'état a connu une baisse substantielle du fait des contingences économiques. Elle est respectivement passé de 44% au cours des années 60 et 70 à 36% en 1990, 25% en 2007 et 21.5% en 2016. Néanmoins, cette baisse ne saurait expliquer la faiblesse du rendement scolaire des élèves de Côte d'Ivoire. Visiblement, les réformes initiées semblent avoir toutes échoué. Il convient alors de trouver des stratégies nouvelles applicables. En d'autres termes, comment régler la problématique de la promotion des langues locales dans le système éducatif ivoirien ? La présente étude qui examine l'organisation et le fonctionnement de l'administration décentralisée vise à montrer la possibilité, pour la Côte d'Ivoire, de promouvoir les langues nationales par ce canal. Elle s'attèle à prouver que les régions, entités territoriales régies par les Conseils Régionaux dotés d'une autonomie financière peuvent constituer un terreau fertile pour la promotion des langues locales dans le système éducatif officiel. Cette analyse consistera à rendre compte de l'unité culturelle et linguistique des différentes régions dans l'optique de contribuer à juguler les questions identitaires que suscite le choix des langues nationales à promouvoir.

1. Théories et méthodes

Apparue en réaction de la prolifération des domaines de recherche des sciences de l'éducation et au caractère très général de la pédagogie, la didactique s'est donnée pour mission principale l'enseignement et l'apprentissage des matières scolaires. Cette discipline a évolué dans le temps pour donner naissance à diverses sous-disciplines comme la didactique praticienne (celle des enseignants avec leurs élèves), la didactique normative (celle des programmes d'étude) et la didactique critique et perspective (celle des chercheurs). Cette évolution a entraîné la suppression des frontières rigides de la didactique générale dont l'objet était la conduite de classe (leçons, cours magistraux, utilisation de manuels). Elle a abouti à l'émergence de didactiques spéciales axées sur l'enseignement d'une discipline particulière pour une classe, un cycle d'étude ou un ordre d'enseignement. Ainsi, il est question de didactique du français qui discute et interroge les théories, principes, méthodes et méthodologies qui régissent l'enseignement de cette langue. Elle désigne « *l'ensemble des problèmes que pose la transmission et l'appropriation des savoirs et savoir-faire de la matière française.* » (Jean-François Halte, 2000 : p. 15).

Ainsi, il existe une didactique du français qui se décline en trois branches (la didactique du français langue maternelle ou DFLM, la didactique du français langue étrangère ou DFLE et la didactique du français langue seconde ou DFSL) dont les frontières et orientations dépendent fortement du statut de la langue pour les apprenants. L'enseignement du français tel qu'il se fait, en Côte d'Ivoire, pays à forte hétérogénéité linguistique, sans aucune référence au capital linguistique des apprenants. Il s'apparente à une situation de didactique du français langue maternelle qui contraste énormément avec le profil sociolinguistique des élèves exige la prise en compte des langues locales dans le choix des méthodes et langue d'enseignement. La promotion des langues locales dans le système éducatif ivoirien doit donc s'accommoder d'une révision des méthodes d'enseignement du français. Ainsi, suivant les milieux et du

profil sociolinguistique des apprenants, le français pourrait être enseigné soit comme langue maternelle soit comme langue seconde. Une telle orientation met en présence deux types de didactique du français : une didactique du français langue seconde en milieu rural et une didactique du français langue maternelle en milieu urbain.

Cela permettra de faire face aux différences observées lors des interactions verbales en classe selon qu'on soit en milieu urbain ou en milieu rural. À ce propos, l'étude que nous avons effectuée, en 2018, a montré qu'en milieu urbain, les interactions sont plus intenses que celles qui ont cours dans les classes des écoles implantées en milieu rural où les apprenants ne parviennent pas à prendre une part active dans la construction du savoir, comme le recommande l'APC, du fait de leur non maîtrise du français. Face à de telles réalités, il nous est apparu important de proposer une solution à même de permettre la prise en compte des langues premières des apprenants des milieux ruraux sans susciter des revendications identitaires. Il s'agira d'analyser l'organisation et le fonctionnement des régions en vue de rendre compte de leur unité linguistique et culturelle pour apporter une réponse idoine face à la question du multilinguisme du pays qui sert à justifier le maintien des langues locales en dehors du système éducatif officiel.

2. L'administration décentralisée de Côte d'Ivoire

Pour répondre aux exigences des nouveaux modes de gouvernance, s'inscrire dans le processus de démocratisation qui exige une gestion plus participative des affaires publiques et préserver l'unité nationale, la Côte d'Ivoire a adopté la politique de décentralisation. Il s'agit d'un mécanisme cohérent qui vise à redistribuer de façon plus objective les richesses et surtout à optimiser l'efficacité de l'action administrative. C'est l'aboutissement d'un long processus qui a débuté pendant la période coloniale avec la communalisation. À cette époque, on distinguait trois catégories de communes : les communes mixtes, les communes de moyen exercice et les communes de plein exercice. Les premières étaient dotées de Conseils Municipaux en partie élus et nommés étaient dirigées par des Maires désignés par l'autorité de tutelle. Les deuxièmes étaient dirigées par des Conseils Municipaux élus ayant à leur tête des Administrateurs-Maires désignés par le pouvoir central. Les premières communes de moyen exercice ont été créées, en 1955, étaient les villes d'Abengourou, d'Agboville, de Daloa, de Dimbokro, de Gagnoa et de Man. En 1960, seules les villes d'Abidjan et de Bouaké avaient le statut de communes de plein exercice qui étaient administrées par des conseillers municipaux élus et des Maires élus.

La communalisation du pays s'est renforcée au cours de la période 1980-1985 avec les lois n°78-07 du 9 janvier 1978 et n°80-1182 du 17 octobre 1980 qui ont autorisé la création et l'ouverture de 188 communes. Quant à la loi n°85-582 du 29 juillet 1985 portant transfert de compétences de l'État aux communes et ses décrets de mise en application, elle va mettre à la disposition des communes des moyens financiers, humains, techniques et matériels. Ce processus s'est accéléré à partir de 1995 lorsque le gouvernement a affiché la volonté politique de donner une impulsion nouvelle à la politique de décentralisation. Cette vision était marquée par la communalisation totale du territoire national. Ainsi, on a assisté à la création de collectivités supra communales. Dans la même veine, l'État a envisagé la création

des communes rurales et l'érection des régions en collectivités décentralisées. Cette stratégie de décentralisation et d'aménagement du territoire adoptée et formalisée par la Table Ronde organisée en 1997 à Yamoussoukro avec les bailleurs de fonds n'a cependant pas pu être mise en œuvre du fait du coup d'état survenu en décembre 1999.

Toutefois, ce processus va se poursuivre à partir de 2000 sous le régime du Président Laurent GBAGBO qui a défini une nouvelle politique de décentralisation qui consacre la création de nouvelles entités telles que les villes, les départements, les régions et les districts. Ainsi, en août 2009, on dénombrait 700 communes, 81 départements et 2 districts. Il s'agit des villes d'Abidjan et de Yamoussoukro qui sont respectivement les capitales économique et politique. On dénombrait à cette période 19 régions qui sont à la fois des circonscriptions administratives et des collectivités territoriales. Avec la loi n°2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale, la Côte d'Ivoire a adopté une nouvelle politique de décentralisation qui répond à trois objectifs majeurs : promouvoir le développement local et la bonne gouvernance, assurer l'ancrage de la démocratie et corriger les inégalités. L'administration décentralisée dans sa version actuelle est régie par deux textes législatifs majeurs. Le premier, l'ordonnance n° 2011-262 du 28 septembre 2011 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration de l'État définit les nouveaux axes ainsi que le cadre légal et institutionnel de l'administration déconcentrée. Le second, la loi n° 2012-1128 portant organisation des collectivités territoriales, régit toutes les collectivités territoriales et étend aux Régions le contrôle a priori naguère appliqué aux seules Communes. Désormais, l'administration décentralisée de la Côte d'Ivoire comprend 2 Districts autonomes (Abidjan et Yamoussoukro), 12 Districts (Bas Sassandra : San Pédro ; Comoé : Abengourou ; Denguélé : Odienné ; Gôh-Djiboua : Gagnoa ; Lacs : Dimbokro ; Lagunes : Dabou ; Montagnes : Man ; Sassandra-Marahoué : Daloa ; Savanes : Korhogo ; Vallée du Bandama : Bouaké ; Woroba : Séguéla et Zanzan : Bondoukou) et 31 régions qui comportent chacune au moins 2 Départements.

3. De la possibilité de promouvoir les langues locales par le canal de l'administration décentralisée

Les collectivités territoriales régionales ou régions sont dirigées par les organes tels que le conseil régional, le Président du Conseil Régional, le Bureau du Conseil Régional et le Comité Économique et Social Régional. Comme toute entité administrative publique, la région est placée sous tutelle de l'autorité de l'État dont le contrôle est exercé par le Ministre en charge de l'Administration du Territoire. De ce fait, l'État peut s'appuyer sur les régions qui sont des entités dotées de personnalité morale et d'autonomie financière pour promouvoir les langues locales, le système éducatif. L'analyse qui va suivre consistera à rendre compte de l'unité linguistique et culturelle des régions. Elle montrera également qu'il est tout à fait possible de régionaliser l'école pour faciliter la promotion des langues locales dans le système éducatif.

3.1. De l'unité culturelle et linguistique des régions de Côte d'Ivoire

Selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2014, une proportion de 11.262.918, soit 49,7% de la population ivoirienne vit en milieu rural. On peut ajouter à ces populations celles des quartiers défavorisés dans les grandes villes au sein desquels on dénombre de nombreux enfants qui ont pour principale langue de socialisation celle d'origine de leurs parents. À ces enfants dont le profil sociolinguistique est semblable à celui de leurs pairs des milieux ruraux, on peut valablement ouvrir des écoles bilingues où l'enseignement sera conduit dans leurs langues premières avant d'introduire progressivement la langue française. Une telle démarche permettrait assurément de juguler les difficultés de compréhension induites par l'usage d'une langue dans laquelle les apprenants ne développent une compétence suffisante.

Cette stratégie peut permettre de faire un bond qualitatif étant donné que DSPP, dans son rapport de 2018, précise que 66% des écoles primaires sont implantées en milieu rural et que celles-ci accueillent 55% des élèves de ce cycle. À ces réalités s'ajoutent celle relative à l'unité linguistique et culturelle des régions. En effet, lorsqu'on porte un regard sur la structure démographique de la plupart des régions du pays on s'aperçoit d'une certaine homogénéité de la population, par référence à sa composition ethnique. C'est le cas dans les régions du nord, du centre, de l'est et du nord-ouest où cohabitent tout au plus deux langues. La situation est la même dans une vingtaine de régions où on relève, au regard des données démolinguistiques, un assez faible niveau d'hétérogénéité linguistique en milieu rural. C'est le cas dans les régions du Poro (Korhogo), du Tchologo (Ferkessedougou), de la Bagoué (Boundiali), le Hambol (Katiola), par exemple, on relève l'usage quasi exclusif de divers dialectes sénoufo. Le constat est le même au niveau des régions du Béré (Mankono), du Bafing (Touba), du Worodougou (Séguéla), du Folon (Minignan), du Kabadougou (Odienné) où le malinké est la principale langue de communication dans les villages.

Au niveau des régions du Moronou (Bongouanou), de l'Indénié-Djuablin (Abengourou), c'est l'agni qui est majoritairement utilisé. Idem dans la région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville) et de la Mé (Adzopé) où l'abbey et l'akyé sont respectivement parlés. Dans les villages de la région des Grands Ponts (Dabou), c'est l'adioukrou qui est la principale langue de communication. La situation est la même dans les villages des régions du Bélier (Toumodi), Gbèkè (Bouaké), le N'Zi (Dimbokro), de l'Iffou (Daoukro) et dans le district autonome de Yamoussoukro où le baoulé est majoritairement parlé. Enfin, on a les régions du Boukani (Bouna) et du Gontougo (Bondoukou) où le lobi et le koulango sont les principales langues d'interaction sociale en milieu rural.

La géographie linguistique du pays peut donc être mise à profit dans le choix des langues nationales à promouvoir dans le système éducatif. C'est au niveau des régions des zones forestières qui représentent 48,2% de la superficie totale du pays que des difficultés peuvent subvenir. Cela dans la mesure où le brassage culturel est très important. Ces régions habitées par 17.107.331 habitants, soit 75,5 % de la population totale ivoirienne, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014, sont des zones de

métissages culturels. Dans certaines de ces régions, les populations autochtones sont minoritaires du fait de l'important exode lié à des enjeux socio-économiques. On peut citer en exemple les régions du Gôh (Gagnoa), du Lôh-Djiboua (Divo), du Tonkpi (Man), du Cavally (Guiglo), du Guémon (Duékoué), du Haut-Sassandra (Daloa), Marahoué (Bouaflé), Nawa (Soubre), San-Pedro (San-Pedro), Gbôklè (Sassandra) où ceux-ci sont loin d'être majoritaires.

En somme, on relève que le brassage culturel est moins important dans la partie septentrionale et dans la partie centrale du pays. Cela dénote leur unité linguistique et culturelle qui peut largement faciliter la promotion des langues locales dans le système éducatif. En réalité, on dénombre à l'intérieur de chacune d'elles en moyenne deux langues. De plus, il y a des langues qui sont parlées dans plusieurs régions. On peut citer en exemple les régions du bélier, du Gbèkè, de l'Iffou, des Lacs où la langue baoulé est majoritairement parlée en milieu rural. Le constat est le même au niveau des régions de la Bagoué, du Poro et du Tchologo où le sénoufo est la langue commune. Si l'on procède par un tel rapprochement, on peut aboutir au choix des langues d'enseignement à l'échelle des régions et même des districts qui présentent une unité linguistique certaine pour la plupart, surtout en milieu rural.

Là encore, il est possible dans des proportions données de tenir compte des données démographiques pour procéder à un choix judicieux des langues nationales à promouvoir dans le système éducatif en zone de forêt où le brassage culturel est plus important. La prise en compte des facteurs tels que le bilinguisme et le trilinguisme des populations montre que l'hétérogénéité linguistique à l'échelle de la région est moins importante. Le raisonnement de départ est tout simple. En milieu rural, il n'existe pas de langues véhiculaires proprement dites mais les populations d'origines diverses parviennent à communiquer. L'on en veut pour preuve la cohésion et l'harmonie qui prévaut sur les marchés implantés en milieu rural, par exemple, où le français est loin d'être le véhiculaire.

3.2. De la possibilité de régionaliser partiellement l'école ivoirienne

Il existe en Côte d'Ivoire des centres de formation et d'aptitudes pédagogiques (CAFOP) répartis sur l'ensemble du territoire. On note, en effet, la création d'un CAFOP dans chaque grande région du pays qui s'inscrit dans la droite ligne de la politique de décentralisation. Le pays compte à ce jour 16 CAFOP répartis de la façon suivante : cinq (05) dans le sud-ouest basés à Aboisso, Bassam, Abidjan, Dabou et de San-Pedro (2015) qui a ouvert ses portes à la rentrée scolaire 2015-2016 ; quatre (04) au centre du pays. On a l'ENI Bouaké ouvert en 1969, le CAFOP 2 de Bouaké ouvert en (), Yamoussoukro (1979) et Katiola ; un (01) à l'est précisément à Abengourou ; 3 dans le centre ouest basés dans les villes de Daloa, Gagnoa et Man ; 3 dans la partie nord de la Côte d'Ivoire implantés à Bondoukou (2015), Korhogo, Odienné.

Lorsqu'on porte un regard sur les zones d'implantation des CAFOP, on s'aperçoit de ce qu'ils peuvent servir de terrains fertiles à une politique éducative à l'échelle de la région. Pour la réussite d'une telle politique, ces centres et à travers eux, les régions doivent bénéficier

de l'expertise de linguistes en vue de les accompagner dans la formation initiale et continue des enseignants ainsi que du personnel administratif d'encadrement (conseillers pédagogiques et inspecteurs de l'enseignement primaire). Ainsi, en fonction des régions on pourrait les initier concurremment à la linguistique africaine, à la linguistique contrastive et à la linguistique française afin de les préparer à amorcer dans de meilleures conditions un système d'éducation bilingue axé sur la ou les langues locales des régions d'implantation des CAFOP. Cela peut se faire d'autant plus que les collectivités territoriales régionales sont dotées d'une personnalité morale et d'une autonomie financière. Aussi, étant donné que celles-ci sont autorisées, aux termes de l'article 49 de l'ordonnance n° 2011-262 du 28 septembre 2011 portant orientation de l'organisation générale de l'administration territoriale de l'État, à passer des conventions de coopération décentralisée avec d'autres collectivités territoriales, des organisations publiques ou privées, étrangères ou internationales dans un cadre général défini par l'État.

Dès lors, les régions par le truchement des centres de formation et d'aptitudes pédagogiques peuvent signer des partenariats qui s'inscrivent dans la limite de leurs compétences. L'article 50 de cette même ordonnance précise que cette coopération peut se traduire par la création d'un groupement de deux ou plusieurs collectivités, ou de toute autre structure appropriée de promotion et de coordination des actions de développement dans des domaines spécifiques. Elle peut également se traduire par le soutien d'une collectivité territoriale plus nantie à une collectivité territoriale moins nantie, en vue de la réalisation d'une action précise de développement. Ce soutien doit être préalablement approuvé par l'organe délibérant de la collectivité territoriale qui l'apporte.

Il convient de rappeler que les régions par le canal des conseils régionaux sont chargées d'organiser la vie collective dans la collectivité territoriale. Elles ont aussi la lourde charge d'amener les populations à participer à la gestion des affaires locales, à la promotion et à la réalisation ainsi qu'à la gestion des affaires locales. La modernisation du monde rural à travers l'amélioration du cadre de vie leur incombe également. Enfin, les régions sont chargées de la gestion des terroirs et de l'environnement (article 32 de la loi n°2014-451 du 05 août 2014).

Il est donc tout à fait possible de procéder à une régionalisation partielle de l'école ivoirienne sans enfreindre à l'article 38 de la loi n°2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale qui stipule que : « *La création et l'organisation de la Région ne doit porter atteinte, ni à l'unité de la nation, ni à la laïcité de l'État, ni à l'intégrité du territoire* ». Il s'agira de promouvoir les langues locales dans le système éducatif officiel en vue de sortir de la « politique linguistique par défaut. » (Calvet, 1996 : p. 62) actuelle qui consiste à défendre le statut quo antea). La promotion des langues locales dans le système éducatif, loin de mettre à mal l'unicité de la nation, sa laïcité, son intégrité ou susciter des animosités interethniques permettra surtout d'optimiser le niveau scolaire des élèves de Côte d'Ivoire.

La promotion des langues locales dans le système à l'échelle des régions d'améliorer la performance du système éducatif au sein duquel est en vigueur une démarche éducative (l'APC) qui prône une participation active de l'apprenant dans la construction du savoir. Elle permettra également de sortir du monolinguisme institutionnel actuel qui tend à compromettre le succès de la mise en œuvre de l'APC (Kouassi, 2018). Mieux, la promotion des langues locales dans le système éducatif par le truchement de l'administration décentralisée aidera à juguler les divergences observées au niveau des interactions verbales en classe et du niveau de participation à la construction du savoir entre les apprenants du milieu rural et ceux de leurs pairs en milieu urbain. Cette différence majeure due à la non maîtrise du français par les apprenants du milieu rural s'explique par les difficultés d'expression en français que rencontrent les premiers. L'utilisation de leurs langues premières leur permettra d'être plus actifs pendant les activités d'enseignement-apprentissage. Elle les aidera à prendre des initiatives au lieu d'attendre d'être interrogés par l'enseignant qui en l'état actuel des choses est celui-là même qui intervient le plus et qui passe beaucoup plus de temps à se faire comprendre. Cet état de fait impacte considérablement sur la durée des séances de cours en milieu rural et surtout sur le déroulement en général des activités d'enseignement. En définitive, la promotion des langues locales dans le système éducatif ivoirien par le truchement des régions aidera les apprenants, et particulièrement ceux du milieu rural à tenir pleinement le rôle qui est le leur comme le recommande l'APC, la démarche éducative en vigueur ; ce qui favorisera leur développement psycho-affectif et intellectuel.

Dans l'optique de préserver la cohésion sociale, d'impulser son développement socio-économique et surtout de favoriser son ouverture sur le monde, la Côte d'Ivoire a opté pour une politique linguistique monolingue axée sur la langue française. Cette langue demeure l'unique médium d'enseignement en dépit de l'hétérogénéité linguistique du pays et des nombreuses difficultés que connaît le système éducatif. Les réformes initiées pour tenter d'en accroître la performance n'ont pas permis de faire un bond qualitatif. Il existe encore des divergences entre l'école et l'environnement dans lequel elle est implantée dans la mesure où le français reste l'unique médium d'enseignement. Ces réalités impactent le taux d'achèvement scolaire qui reste relativement faible.

Pour sortir de cette situation peu reluisante, il apparaît important d'explorer d'autres voies. Il s'agit d'opter pour une école enracinée dans les ressources culturelles et linguistiques de son environnement. À ce sujet, l'administration décentralisée peut valablement servir de terreau fertile à la promotion des langues locales dans le système éducatif ivoirien. Cela étant donné que toutes les réformes éducatives initiées n'ont visiblement pas permis d'atteindre les résultats escomptés. Il s'agira, à travers la promotion des langues locales dans le système éducatif, de mettre en œuvre un système d'éducation bilingue axé sur les langues premières ou maternelles des apprenants. Cette orientation tient au fait que l'utilisation de ces langues est apparue comme un facteur de succès des apprentissages. Aussi, les conditions de la mise en œuvre d'une telle politique éducative semblent être réunies au regard de l'organisation et du fonctionnement de l'administration décentralisée. Ces entités administratives et politiques dotées d'une autonomie financière présentent également une unité linguistique et linguistique

certaine. En plus, il existe dans la plupart des régions ou districts du pays des centres de formation et d'aptitude pédagogique qui pourraient être placés sous tutelle des régions afin de les mettre à contribution dans la formation professionnelle et continue des enseignants. Cette démarche, loin de fragiliser la cohésion sociale, va créer une saine émulation entre les régions qui seront placées face à leurs responsabilités.

Références bibliographiques

Articles

CONFEMEN et MEN, 2012, « Évaluation diagnostique de l'école primaire : pistes d'actions pour une amélioration de la qualité », *Rapport PASEC*, Côte d'Ivoire 2012, 110p.

CALVET, Louis Jean, 1996, « Y a-t-il une politique linguistique de la France en Afrique indépendante ? », in *Grenzgänge* 5, 3. Jahrgang, pp. 53- 62.

Département pour le Développement Humain Région Afrique de la Banque Mondiale, l'État de Côte d'Ivoire et l'Initiative Fast Track, 2011, Rapport sur le système éducatif de la Côte d'Ivoire : « *Comprendre les forces et les faiblesses du système pour identifier les bases d'une politique nouvelle et ambitieuse* », Washington, 236p.

Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques, 2018, *Statistiques Scolaires de Poche, 2017-2018*, 115p.

KOUASSI Konan Stanislas, 2018, « Les impacts du maintien du français comme langue d'enseignement sur la mise en oeuvre de l'Approche Par les Compétences : le cas de la Côte d'Ivoire », in *FRANCISOLA*, Département de français, Faculté pédagogique de langues et de lettres, Universitas Pendidikan Indonesia, n°3, vol1, pp 16-23.

KOUASSI Konan Stanislas, 2015, « La politique linguistique en Côte d'Ivoire : contexte et évolution », in *Revue de Littérature et d'Esthétique Négro-Africaine*, n°15, vol3. Abidjan, pp. 297-307.

Textes législatifs

Décret n°2011-263 du 28 septembre 2011 portant organisation du territoire national en Districts et en Régions.

Décret n° 2013 du 02 mai 2013 portant érection de trente et une (31) Régions, circonscriptions administratives, en collectivités territoriales régionales.

Loi n°80-1180 du 17 octobre 1980 relative à l'organisation municipale modifiée par les lois n° 85-578 du 29 juillet 1985 et 95-608 ainsi que 95-611 du 03 août 1995.

Loi n°83-788 du 02 août 1983 déterminant les règles d'emprise et de classement des voies de communication et réseaux divers de l'état et des Collectivités Territoriales.

Loi n°2003-489 du 26 décembre 2003 portant régime financier, fiscal et domanial des Collectivités Territoriales.

Loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'État aux Collectivités Territoriales.

Ordonnance n°2011-262 du 28 septembre 2011 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale de l'État.

Konan STANISLAS KOUASSI

Décret n° 2013 du 02 mai 2013 portant érection de trente et une (31) Régions, circonscriptions administratives, en collectivités territoriales régionales.

Loi n°2012-1128 du 13 décembre 2012 portant organisation des Collectivités Territoriales.

Loi n°2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'administration territoriale.

Loi n°2014-452 du 05 août 2014 portant mode de création, attributions, organisation et fonctionnement du District Autonome.

Loi n°2014-453 du 05 Octobre 2014 portant statut du District Autonome d'Abidjan.

Loi n°2014-454 du 05 octobre 2014 portant statut du District Autonome de Yamoussoukro.